

Partie actions citoyennes, Inf'OGM n°21

Par Christophe NOISETTE

Publié le 31/05/2002

VIN - Création de l'association "Terre et Vin de Bordeaux", inspirée de l'exemple bourguignon, sous la présidence de Daniel Cathiard (Smith Haut Lafitte), pour "défendre l'environnement et étudier le problème des OGM". Actuellement trois régions viticoles françaises, la Bourgogne, le Bordelais et le Val de Loire, demandent un moratoire sur les modifications génétiques de la vigne et du vin.

CAFE - Le 17 mai, ActionAid a exhorté la 1er Conférence mondiale du café, qui regroupait une soixantaine de pays consommateurs et producteurs de café, à rejeter la recherche sur le café génétiquement modifié, qui menacerait la survie de millions de fermiers. Le café que nous buvons "peut continuer à être produit par des fermiers pauvres (...) apportant un revenu vital pour eux et des ressources en devises précieuses pour leurs pays. Ou il peut être produit de manière industrielle par d'énormes plantations qui augmenteront leurs bénéfices en écartant les petits fermiers du marché", a déclaré Eve Mitchell, d'ActionAid. Une société américaine, Integrated Coffee Technologies, développe un café dont toutes les baies mûrissent simultanément, après pulvérisation d'un produit chimique.

Communiqué de presse d'ActionAid, 17 mai 2001

JAPON - Le Collectif "Stop GM Seeds Network" fait actuellement pression sur le gouvernement pour qu'il n'autorise pas le riz LibertyLink d'Aventis (LLRICE62). Le 26 mai, Aventis avait annoncé qu'elle allait demander une autorisation pour ce riz.

Communiqué de Stop GM Seeds Network, 31 mai 2001

BREVET - Greenpeace et Misereor (association de développement proche de l'Eglise Catholique allemande) attaquent en justice l'European Patent Office par rapport à un brevet obtenu par DuPont (EP 744888), le 30 août 2000. L'accusation porte sur la biopiraterie et la visée monopolistique du brevet. Ce dernier couvre tous les maïs qui contiennent au moins 6% d'huile et dans laquelle le taux d'acide oléique dépasse 55%. Dupont a présenté à l'EPO une méthode spécifique d'hybridation qu'elle a réussi à faire passer pour brevetable. Or, Greenpeace estime que de tels maïs peuvent exister, simplement par sélection millénaire et paysanne, notamment en Amérique Centrale.

Communiqué de Greenpeace, 29 mai 2001, <http://www.greenpeace.org/>

SPORT - Le comité international olympique [1] a déclaré soutenir le développement de la thérapie génique, mais souhaite "établir des procédures et des méthodes de contrôle perfectionnées en vue d'identifier les athlètes qui pourraient recourir de manière abusive à cette technologie". En même

temps, le Comité National Olympique Français lance une campagne “pour informer et sensibiliser au bon usage du médicament”, avec Aventis Pharma et la Fondation Sport Santé.

DESTRUCTIONS - Aux Etats-Unis, un groupe informel a détruit et brûlé le laboratoire du Centre d'horticulture de l'Université de Washington, à Seattle et la pépinière de peupliers Jefferson située près de Portland (dans l'Oregon).

Reuters, 24 mai 2001

En Belgique, les 26 et 27 mai 2001, “des sites d'expérimentation ... ou plutôt de production commerciale de semences sous couvert d'expérimentation” ont été détruits, afin “d'enrayer le processus de propagation des OGM”. Ces champs (colza d'hiver de type LibertyLink et SeedLink exploités par Aventis) étaient situés dans plusieurs communes de Flandre (Nazareth, Velzeke - Rudershove, Zonnegem).

En parallèle, en Italie, dans la nuit du 26 mai 2001, des cultures expérimentales ont été détruites dans 10 serres de l'installation de recherche de la Nunhems Seeds à S. Agata Bolognese.

Horst Waesche, transgemyth[at]hotmail.com

Suite au jugement rendu le 9 mai 2000 par le Tribunal de Grande Instance de Montauban, dans le procès contre la Confédération paysanne et René Riesel du sabotage en 1998 de maïs et de soja OGM dans une usine de Monsanto (Tarn - et - Garonne), le 11 juin 2001, la Cour d'Appel de Toulouse a reporté son audience civile au 30 octobre 2001. Le conseiller- rapporteur a estimé que “la nature de l'affaire et son importance justifient qu'elle soit jugée par trois magistrats”, en formation collégiale.

René Riesel, 8 juin 2001 et AFP, 11 juin 2001

MANIFESTATION - Une cinquantaine de personnes ont manifesté, le 29 mai, à Peyrehorade (Landes) devant un laboratoire que Monsanto inaugurerait. Pour les organisateurs, “l'implantation par Monsanto d'un laboratoire européen de biotechnologie végétale en plein coeur de la zone maïsicole du Sud-Ouest est une véritable provocation”.

AFP, 29 mai 2001

Des militants de Greenpeace ont bloqué une usine de Nestlé à Hong Kong. L' O N G estime que Nestlé n'a pas pris les mesures promises pour éliminer les OGM dans deux de ses produits à base de soja. Quelques jours après, quatre autres militants déguisés en oiseau, symbole de Nestlé, se sont rendus au siège de Quarry Bay. Cette action se déroulait le dernier jour de la consultation gouvernementale sur l'étiquetage des OGM.

Communiqué de presse de Greenpeace, 28 et 31 mai 2001

SEMENCE - L'association Terre de Semence, devenue en mai 1999 Kokopelli, lutte depuis 10 ans pour préserver les ressources génétiques dans le domaine alimentaire. Un décret de décembre 1997 a permis aux multinationales de faire partie du Comité Technique Permanent de la Sélection. Ainsi, elles ont éradiqué systématiquement des catalogues nationaux les anciennes variétés fixées (reproductibles conformément au type) pour les remplacer par des hybrides F1, stériles ou dégénérescents : les maraîchers, les agriculteurs et les jardiniers doivent alors racheter leurs semences tous les ans. Pour Kokopelli, si la lutte contre les OGM est nécessaire, il faut cependant prendre conscience “qu'il ne sert à rien de lutter contre les transgéniques si, en même temps, on ne favorise pas le renouveau des anciennes variétés et la protection de la biodiversité alimentaire, ou du moins de ce qu'il en reste après trente années de vandalisme !” Ainsi, Kokopelli est une “banque vivante de semences” unique

en Europe. Cependant, les difficultés de maintien de l'association sont de plus en plus dures.

“Nous ne pouvons plus être présents au sein de la distribution “conventionnelle” dans la mesure où nous refusons purement et simplement de payer 1450 FF par variété pour l'inscription au

catalogue officiel”. Kokopelli dénonce la répartition des subventions publiques : l’Etat ne leur octroie aucun moyen financier “alors que des budgets considérables (par exemple le programme Génoplante subventionné à 70 % par de l’argent public) sont alloués aux multinationales au titre de la recherche sur le transgénique”. Cette association travaille non seulement à la collecte, mais aussi à la diffusion de ces semences, à la mise en place de réseaux de production et d’échanges de semences, en Asie du Sud (réseau Annadana), au Niger et au Burkina Faso. Ainsi, pour soutenir toutes ces activités, Kokopelli lance un SOS : “save our seeds”.

[1] <http://www.olympic.org/>

Adresse de cet article : https://infogm.org/article_journal/partie-actions-citoyennes-infogm-n21/